

94/

**PREFECTURE DE L'YONNE**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE  
LA FORET**

**SERVICE EQUIPEMENTS PUBLICS RURAUX**

3, Rue Jehan Pinard

B.P 139

89011 AUXERRE CEDEX

Commune d'IRANCY

Tél : 86.72.55.70

Télécopie : 86.72.55.01

**ARRETE PREFECTORAL**

- déclarant d'utilité publique l'établissement de périmètres de protection autour du puits du "Parc" situé à VINCELOTES,
- autorisant la dérivation des eaux souterraines,
- autorisant la mise en place de servitudes à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée.

**LE PREFET**

**du Département de l'YONNE,**

**CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le Code de l'Expropriation ;

VU le Code Rural et notamment l'article 113 sur la dérivation des eaux d'un cours d'eau non domanial, d'une source ou d'eaux souterraines ;

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.20 et L.20-1 ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L.20 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines, abrogeant la circulaire du 10 décembre 1968 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 septembre 1993 portant ouverture d'enquêtes conjointes :

- préalable à la déclaration d'utilité publique de l'établissement de périmètres de protection autour du puits du "Parc", situé à VINCELOTES ;
- hydraulique, en vue d'autoriser la dérivation des eaux souterraines ;
- parcellaire, en vue de la mise en place de servitudes à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée ;

VU les dossiers d'enquêtes d'utilité publique et hydraulique et les registres y afférents ;

VU les pièces constatant qu'un avis d'ouverture d'enquêtes a été publié dans les journaux "L'YONNE REPUBLICAINE" et "TERRES DE BOURGOGNE" préalablement à l'ouverture des enquêtes et dans les huit premiers jours de celles-ci ;

VU les pièces constatant que cet avis a été affiché dans les Communes d'IRANCY et VINCELOTES et que les dossiers d'enquêtes ont été déposés dans les mairies d'IRANCY et VINCELOTES du 18 octobre au 4 novembre 1993 inclus ;

VU l'avis du Commissaire-Enquêteur sur l'utilité publique du projet en date du 9 novembre 1993 ;

VU le rapport du Service Hydraulique chargé de la Police des Eaux ;

VU le rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt sur le résultat des enquêtes ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 18 janvier 1994 ;

VU le plan de situation, le plan parcellaire et l'état parcellaire ci-annexés ;

CONSIDERANT que toutes les formalités préalables à la déclaration d'utilité publique ont été régulièrement accomplies ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'YONNE :

## ARRETE

### Article 1er

Est déclaré d'utilité publique l'établissement de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du puits du "Parc" situé à VINCELOTES ;

### Article 2

Le périmètre de protection immédiate sera constitué par les limites de la parcelle cadastrée actuellement en section AB sous le numéro 117 lieu-dit "Ruelle du Parc".

Il restera clôturé et propriété de la Commune d'IRANCY, interdit de tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

Le périmètre de protection rapprochée sera défini par le tracé figurant sur le plan parcellaire ci-annexé.

A l'intérieur de ce périmètre, seront interdites les activités suivantes

le forage de puits ou puisards, exception faite pour les sondages de recherche de ressources complémentaires pour l'A.E.P,

l'ouverture de tranchées, de carrières, et de toute excavation. Leur remblaiement nécessaire ne pourra se faire qu'au moyen de matériaux non polluants et non solubles dans l'eau. (Exception sera faite pour le raccordement des constructions d'habitations existantes, à l'intérieur de ce périmètre, au réseau d'assainissement collectif).

l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine,

les constructions d'habitations et autres établissements existants et ceux non encore édifiés pour lesquels un permis de construire aurait pu être délivré seront soumis à la réglementation sanitaire départementale qui sera appliquée de la manière la plus stricte, et en particulier pour tout ce qui concerne le rejet des eaux vannes et des eaux usées, et toute activité à caractère insalubre pouvant porter préjudice à la qualité des eaux prélevées,

le rejet dans le sol des eaux vannes et des eaux usées, et de tout produit liquide, solide et soluble dans l'eau, pouvant altérer la qualité des eaux prélevées au captage,

les réservoirs d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et organiques, à l'exception de ceux de faible capacité à usage strictement domestique,

le dépôt sur le sol naturel d'ordures ménagères, d'immondices et de détritiques de toute nature, d'engrais et de déchets agricoles et notamment d'aucun produit fermentescible,

l'emploi des engrais chimiques ou naturels, ainsi que des produits destinés à la lutte contre les ennemis des cultures sera autorisé sous la réserve expresse que ces produits ne seront pas stockés et qu'ils seront épandus ou appliqués en quantités normales conformément aux usages locaux à l'intérieur de ce périmètre.

Le périmètre de protection éloignée sera défini par le tracé figurant sur la plan de situation ci-annexé. A l'intérieur de ce périmètre, toute activité susceptible d'altérer le débit ou la qualité de l'eau sera soumise à autorisation préfectorale, notamment :

la constitution de dépôts d'ordures ménagères et d'une façon générale de tous les établissements dangereux relevant de la Loi du 19 décembre 1917, et installations classées relevant de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, ne pourront être autorisés sans l'Avis préalable d'un Hydrogéologue agréé du Département,

l'ouverture et le remblaiement des excavations, la réalisation de puits ou forages pour l'irrigation des terres et des vignes, ne pourront se faire sans autorisation préfectorale,

les constructions et ouvrages divers soumis au permis de construire (Articles L. 421-1 et suivants, ainsi que R. 111-21 du Code de l'Urbanisme), la création de campings (Décret R. 443.6.1 du Code de l'Urbanisme), et toute modification importante de la surface topographique (création d'un axe routier, etc...) devront faire l'objet d'un Avis préalable de l'Hydrogéologue agréé. Ces établissements seront soumis au règlement sanitaire départemental.

Ces périmètres devront être pris en compte dans le cadre du P.O.S. de la Commune de VINCELOTES.

Les constructions actuellement situées dans le périmètre de protection rapprochée du captage devraient être raccordées à un réseau d'assainissement collectif.

La stérilisation des eaux prélevées au captage sera maintenue et une attention particulière sera portée sur l'évolution de la teneur en Nitrates.

Ces périmètres devront être révisés dans 5 ans.

### Article 3

La Commune d'IRANCY est autorisée à dériver par pompage une partie des eaux souterraines recueillies dans le puits du "Parc".

### Article 4

Le prélèvement d'eau par la Commune d'IRANCY ne pourra excéder 20 m<sup>3</sup>/h.

La Commune d'IRANCY devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes.

Ces dernières collectivités prendront à leur charge les frais d'installation de leurs propres ouvrages, sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation, l'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, les collectivités pourront être mises en demeure de restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'YONNE.

### Article 5

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils nécessaires devront être soumis par la Commune d'IRANCY à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'YONNE.

### Article 6

Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa séance du 26 juillet 1990, la Commune d'IRANCY devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

### Article 7

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection décrits dans l'article 2 du présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations relevant de l'institution des-dits périmètres dans un délai de DEUX ANS.

### Article 8

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'YONNE, les Maires d'IRANCY et de VINCELOTES, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera, en outre, l'objet d'une mention au Recueil des Actes Administratifs.

AUXERRE, le

03 NOV. 1994

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

**Charles AZERAD**

Pour ampliation,  
Le Chef de Bureau Délégué,

Didier PERALDI

